furent vains surtout parce que Henri KIRPACH n'entendait plus porter la main à la pâte, une troisième fois.

Mais le directeur-général ayant démissionné à la suite de l'affaire du quai de chargement de Maulusmühle, (au fond, son départ avait déjà été décidé plus tôt) son successeur M. Pierre BRAUN déposa le 12. 3. 1912 le fameux projet dont les mérites ont été ainsi soulignés par N. Ries : « La loi introduisant une septième année de scolarité gratuite et obligatoire, élargit le programme des branches enseignées, sauvegarda la dignité du corps enseignant par un système de nomination qui tenait compte avant tout des capacités pédagogiques du titulaire, préconisa des méthodes plus rationnelles, organisa sur de nouvelles bases l'enseignement postscolaire et consacra à nouveau le principe du monopole de l'Etat en matière d'enseignement. . . Un délégué de l'évêché fait de droit partie de la commission d'instruction, les desservants des paroisses figurent dans les commissions locales et, d'après le texte même de la loi, l'instituteur devra s'inspirer dans son enseignement des principes des vertus chrétiennes. »

Le projet de loi fut combattu par la droite et par l'évêque qui, après le vote, défendit au clergé de collaborer à l'exécution de la loi parce qu'on jugeait « ces garanties insuffisantes et la loi impie et inexécutable à cause de la déconsidération de l'enseignement religieux, dont les ministres du culte restaient exclusivement chargés, à cause de l'abolition des certificats de moralité à délivrer par les curés aux instituteurs et à cause du grand nombre des heures de religion assignées aux curés dans les grandes localités. »*)

Pendant la discussion du projet de loi, les interventions du ministre d'Etat étaient irrelevantes, sauf celle, d'ailleurs malheureuse en ses conséquences, qu'il fit dans la question linguistique. Pour lui il suffisait de se *prononcer* pour l'orthographe WELTER-ENCELMANN et d'éditer le si méritant ouvrage du premier de ces auteurs, « Das Luxemburgische und sein Schrifttum », alors qu'il aurait fallu profiter de l'enseignement de l'idiome luxembourgeois prévu dans le nouveau plan d'études, pour *imposer* une orthographe officielle. C'est à cause de cette carence que nous avons pataugé pendant plus de 25 ans dans le vague, pour en arriver enfin à ce monstre d'érudition, oui, mais pas moins monstre d'« Ortografi » de 1947.**)

Son attitude trop tolérante, Eyschen (en opposition au député SPOO, partisan de l'orthographe de Dicks et Lentz) l'explique lui-même : « Dans notre pays il n'y a pas seulement un idiome, pas seulement un

*) N. Ries, Le peuple luxembourgeois, 1920, pp. 59 et 60. — Ayons hâte d'ajouter que le parti de la droite ne trouva son apaisement qu'après avoir, en 1921, grâce à sa majorité et l'attitude plus tolérante du nouvel évêque, apporté quelques changements à la loi scolaire de 1912.

***) Cf. parmi les voix autorisées celles de Jos. Tockert, de L. Kœnig (Auf dem Wege zu einer Grammatik der Luxemburger Mundart, 1928, p. 48) et des membres de la Commission du nouveau Dictionnaire en voie de parution.